



## *Appel aux élus...*

### **A Marseille, la chasse aux Roms doit cesser !**

#### **Mardi 29 septembre 2009**

6 heures du matin, un service de sécurité privé appuyé par la police nationale, procède, de façon brutale, à une nouvelle expulsion de famille Roms au 340 avenue de la Capelette à Marseille. Des femmes des enfants à nouveau dans la rue.

#### **Jeudi 1er octobre 2009,**

La préfecture décide d'installer quelques familles sur une ancienne caserne de gendarmerie dans le XVème arrondissement à l'abandon depuis de nombreuses années. Ce projet tardif est une première réponse modeste à une situation devenue intolérable pour les uns et les autres.

La polémique est engagée : des élus et des habitants manifestent avec virulence leur opposition au choix de ce site jugé totalement inadapté.

#### ***En finir avec la politique de l'autruche ou du pourrissement.***

A Marseille, voilà déjà quelques années que, dans les rues de la ville, chacun a pu constater la présence de ces hommes, ces femmes et parfois ces enfants qui semblent venus d'un autre monde et tentent de nous apitoyer par leur accoutrement et leur mendicité parfois insistante. D'autres poussent à travers les rues des poussettes d'enfant chargées d'objets divers qu'ils ont collectés dans nos poubelles de pays riche .

Les informations souvent erronées et parfois les rumeurs qui courent sur leurs origines, leurs comportements et leur statut contribuent largement à renforcer nos interrogations, notre méfiance et parfois nos peurs lorsqu'on les côtoie au hasard de nos parcours.

Ils ont trouvé refuge dans les interstices d'une ville ouverte sur l'extérieur et habituée à recevoir « la misère du monde ». Terrains vagues, jardins publics, entrepôts et usines abandonnées depuis longtemps, immeubles voués à la démolition, insalubres et en péril du centre ville, autant d'espaces, qu'après d'autres, ils ont investis peu à peu. On estime qu'environ 1500 à 2000 personnes, vivent ainsi dans des conditions sanitaires et d'hygiène inadmissibles et souvent dangereuses.

## ***.Chassés par un climat de violence et de xénophobie***

Ces familles arrivées depuis quatre ou cinq ans viennent principalement de Roumanie. Elles font partie de la minorité ethnique Rrom-Tsigane. Cette « communauté » importante en Roumanie et dans les autres pays de L'Est de l'Europe, subit depuis des siècles une exclusion et un racisme qui s'est renforcé dans la dernière décennie. L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne les a conduits à fuir la misère et l'exclusion qu'ils subissent dans leur pays en espérant trouver ailleurs en Europe et particulièrement France des conditions de vie plus supportables **Citoyens Européens, ils bénéficient en France comme à Marseille de droits nouveaux et en particulier celui d'aller et de venir mais aussi de travailler et de s'installer.**

## ***Des pouvoirs publics trop longtemps restés sourds***

Inquiets et choqués devant une telle situation, les militants associatifs humanitaires et de défense des droits ont multiplié les démarches auprès des pouvoirs publics (Préfecture, Conseil Général, Maire,) afin d'attirer l'attention sur la situation de ces familles, les dangers qu'elles courent mais aussi la gêne qu'elles procurent parfois au voisinage. Les seules réponses apportées jusqu'à ce jour ont consisté, à saisir les tribunaux qui, s'appuyant sur le respect du droit de propriété, ordonnent régulièrement des expulsions. Cette politique de gribouille est inhumaine parfois illégale et le plus souvent inefficace. Les familles ainsi expulsées d'un lieu à un autre dans la ville ne font que déplacer la question. On rappellera que, comme le signale la préfecture, elles ne sont ni **expulsables ni régularisables...** Ces « déplacements contraints et parfois musclés au gré des décisions de justice remettent gravement en cause les quelques mesures de suivi sanitaire social et scolaire que les associations s'efforcent de mettre en place.

En s'appuyant sur les expériences menées dans d'autres villes et région de France coordonnées par le réseau Romeurope, des propositions ont été faites à de nombreuses reprises, au Maire de Marseille et au Préfet : installations de sanitaires et de branchement électrique, suivi médical et social régulier en particulier en direction des enfants, aide à l'insertion scolaire à la recherche d'emploi etc...

***A ce jour aucune réponse n'a été apportée par le Maire de Marseille. La décision contestable de la préfecture dans le choix d'un terrain d'accueil ne peut exonérer les élus marseillais de leur responsabilité.***

**Nous appelons les élus Marseillais à faire face avec courage à la détresse humaine vécue par les Rroms, à refuser la démagogie qui conduit à l'inaction et à l'indifférence, par contre à proposer et mettre en œuvre les moyens matériels et humains à même de répondre à l'exigence de dignité et de respect due à tout être humain quelle que soit son origine.**

**Nous appelons les marseillaises et marseillais qui s'interrogent et s'inquiètent devant la misère et la détresse de ces familles à s'informer auprès des associations qui les soutiennent, et à manifester leur solidarité pour que cessent ces expulsions indignes du pays des droits de l'Homme et permettre qu'un programme d'accueil pour ces familles soit enfin mis en place au-delà des préjugés.**